

# Thaïlande



## Objectifs principaux

- Garantir l'admission et l'accueil des demandeurs d'asile, en veillant à ce que des papiers leur soient délivrés.
- Garantir la sécurité physique des réfugiés dans les camps et les centres urbains et veiller au respect de leurs droits fondamentaux, conformément aux normes internationales.
- Préparer les réfugiés originaires du Myanmar à des solutions durables.
- Développer l'utilisation stratégique de la réinstallation comme outil de protection et comme solution durable.
- Mener à bien une opération de recensement qui permettra d'obtenir des informations plus précises sur les populations des camps et favorisera ainsi la quête de solutions durables.
- Développer les partenariats avec les donateurs, les gouvernements, les institutions des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les ONG.

Chiffres prévisionnels		
Population	Janv. 2005	Déc. 2005
Myanmar (réfugiés)	140 500	127 500
Myanmar (demandeurs d'asile)	500	300
Autres réfugiés	400	400
Autres demandeurs d'asile	350	200
Autres personnes relevant de la compétence de l'UNHCR	5	5
<b>Total</b>	<b>141 755</b>	<b>128 405</b>

**Total des besoins : 6 761 354 dollars E.-U.**

# Contexte

## Faits nouveaux

Le Gouvernement du Royaume de Thaïlande a récemment accepté de rétablir les Conseils d'admission provinciaux (suspendus en juin 2001) chargés de déterminer le statut des demandeurs d'asile. À l'époque où le présent document a été rédigé, l'UNHCR et les autorités thaïlandaises achevaient de définir les procédures et les futurs critères des Conseils. Par le passé, seules les personnes « fuyant des combats » étaient admises dans les camps de Thaïlande mais à présent, les critères ont été modifiés, de façon à inclure les personnes fuyant des « persécutions politiques ». Des centaines de demandes devraient être soumises aux Conseils, en raison de l'accumulation des dossiers depuis la suspension.

Le Gouvernement, qui s'opposait auparavant à toute réinstallation massive des réfugiés originaires des pays limitrophes, de peur de créer un « facteur d'attraction », a donné son accord de principe, consentant à ce que les réfugiés membres de certains groupes soient réinstallés en nombre, en vue de mettre un terme à leur situation d'exil prolongé. Ceci exigera une sélection particulièrement ardue et un renforcement conséquent des capacités de traitement.

En dépit des difficultés et d'indéniables contraintes, le processus de réconciliation politique amorcé au Myanmar a fait naître de timides espoirs quant à la possibilité d'un rapatriement chez les réfugiés originaires de ce pays. Au vu de ces évolutions, l'UNHCR a entamé un processus de négociations stratégiques avec différents intervenants, notamment les réfugiés, le Gouvernement du Royaume de Thaïlande,



Les chefs des réfugiés Karen, originaires du Myanmar, discutent avec les officiers de protection de l'UNHCR pendant une mission de suivi de la protection. *UNHCR / K. Singhaseni*

les donateurs et les ONG. Les conclusions qui se dégageront de ces discussions serviront d'outils de planification opérationnelle, si la situation devient propice à un rapatriement. Parallèlement, l'UNHCR a mis en service le Système global d'enregistrement Profile (ProGres), lequel devrait faciliter la tenue des registres et donc améliorer l'octroi de la protection et de l'assistance aux réfugiés en Thaïlande. Le système facilitera directement la recherche de solutions durables en mettant en évidence les vulnérabilités des réfugiés, leurs qualifications et compétences, et les localités qu'ils ont l'intention de regagner. L'UNHCR sera alors en mesure de tirer parti des compétences existantes des réfugiés pour faciliter leur réinsertion, ou de cerner les compétences qu'ils doivent acquérir ou perfectionner avant leur rapatriement. La sensibilisation aux dangers des mines est toujours prioritaire et l'Organisation recherche activement des partenaires susceptibles d'apporter leur concours dans ce domaine.

L'Organisation a veillé à ce que les victimes de violences sexuelles et sexistes et d'autres délits graves perpétrés à l'intérieur ou dans les environs des camps puissent obtenir réparation auprès des tribunaux thaïlandais, accomplissant ainsi de grands progrès dans ce domaine. Les pouvoirs publics, l'UNHCR, les ONG et les réfugiés s'emploient actuellement à rédiger un protocole sur les violences sexuelles et sexistes afin clarifier la fonction et les attributions des différents intervenants. L'UNHCR a organisé une série d'ateliers sur l'exercice de la justice afin d'améliorer l'accès des réfugiés aux tribunaux, ainsi que les dispositifs de droit coutumier rendant la justice dans les camps.

## Contraintes

Les réfugiés du Myanmar hébergés dans les neuf camps situés à la frontière du Myanmar et de la Thaïlande continuent de bénéficier d'un asile temporaire mais sont désignés comme des « déplacés fuyant les combats » par les autorités. L'UNHCR les considère pour sa part comme des réfugiés, tout comme les autres personnes relevant de sa compétence qui vivent en milieu urbain. Si ces différences de points de vue ont parfois été à l'origine de difficultés, le Gouvernement et l'UNHCR sont parvenus à une entente pratique qui permet une coopération efficace.

## Stratégie

### Protection et solutions

L'UNHCR continuera à rechercher des solutions durables au sort des réfugiés du Myanmar, mais ne s'attend pas à un rapatriement massif en 2005, à moins d'une amélioration substantielle de la situation. L'Organisation redoublera d'efforts pour faciliter l'admission des nouveaux arrivants dans les camps frontaliers, en tirant parti de la réactivation des Conseils d'admission provinciaux. En 2005, elle abordera la question de la réinstallation des réfugiés hébergés dans les camps - en privilégiant les individus vulnérables et en utilisant la méthodologie de réinstallation en groupe - avec les autorités. Les données obtenues lors de l'opération de recensement/revalidation auront une importance vitale pour la planification des réinstallations en groupe. Le transfert dans les camps de tous les réfugiés et demandeurs d'asile du Myanmar vivant en milieu urbain, décidé en 2003 par le Gouvernement, a été reporté au mois décembre 2004. Le Gouvernement a consenti à ce que les réfugiés urbains originaires du Myanmar soient réinstallés, afin de leur offrir une autre solution d'ici cette date. Les réfugiés urbains non réinstallés en 2005 seront relogés dans des camps. En attendant la mise en œuvre d'une procédure d'admission viable à la frontière, l'Organisation continuera à assurer, à titre exceptionnel, la détermination du statut de réfugié (DSR) au profit de certains demandeurs d'asile résidant en milieu urbain.

Au titre de ses efforts pour défendre les droits fondamentaux des réfugiés, l'UNHCR a élaboré un programme complet de lutte contre les violences sexuelles et sexistes, qu'il continuera de mettre en œuvre en 2005. Ce programme prévoit des activités de prévention et de sensibilisation, avec notamment une série d'ateliers intensifs destinés aux réfugiés des deux sexes et des mécanismes d'intervention coordonnés, tels qu'un système de notification des incidents, une représentation par des avocats et un plaidoyer en faveur des victimes. L'UNHCR poursuivra sa coopération avec le Gouvernement afin de veiller à ce que les délits graves commis dans les camps soient jugés par le système thaïlandais de justice pénale. L'Organisation intensifiera ses efforts pour suivre les conditions de vie des enfants, veiller à la satisfaction de leurs besoins de protection et leur procurer des services adaptés, tout en tentant de les restituer à leur famille. Au titre



de ces efforts, elle cherchera également à répondre aux besoins de protection des ex-enfants soldats. L'UNHCR élabore actuellement, en coordination avec l'UNICEF, un programme conjoint destiné à remédier aux problèmes en rapport avec les enfants-soldats.

En ce qui concerne les réfugiés urbains non originaires du Myanmar, qui représentent 28 nationalités différentes, l'UNHCR continuera à procéder à la DSR et à leur procurer une protection et une assistance adéquate en attendant de pouvoir remédier durablement à leur sort. L'Organisation délivrera des certificats aux réfugiés reconnus comme tels et des documents de protection aux demandeurs d'asile. Par ailleurs, elle interviendra auprès des autorités en cas d'arrestation, de détention ou de menaces d'expulsion.

En 2005, l'UNHCR continuera à promouvoir l'adhésion aux normes de protection internationales. Il s'emploiera à mieux faire connaître sa mission, les normes internationales et le droit des réfugiés auprès de ses principaux homologues gouvernementaux, de la société civile, du monde universitaire et des communautés de réfugiés. Au titre de sa stratégie de promotion, l'UNHCR centrera ses efforts sur les institutions et les ONG nationales, afin de les inciter à s'impliquer davantage dans les problèmes d'asile et de renforcer les capacités des réseaux nationaux.

## Assistance

Habituellement, différentes ONG directement financées par des donateurs et quelques partenaires d'exécution de l'UNHCR se chargent de dispenser le gros de l'assistance destinée aux réfugiés hébergés dans les camps frontaliers. L'UNHCR joue en général un rôle subsidiaire, consistant à cerner les insuffisances globales de la prestation et à y remédier. La protection internationale des réfugiés et des demandeurs d'asile est la principale attribution de l'UNHCR et est assurée en étroite coordination avec des ONG. Cette division du travail a permis de définir avec efficacité les attributions immédiates et de construire des partenariats à long terme.

Les autorités thaïlandaises et l'UNHCR ont convenu de la nécessité de mener une vaste opération de recensement/revalidation dans les neuf camps ; celle-ci devrait débuter dans deux camps à la fin de l'année 2004 et se poursuivre dans les sept camps

restant en 2005. En collaboration avec le ministère de l'Intérieur, les bureaux de district concernés entreprendront de recenser tous les résidents des camps (qu'ils aient ou non été recensés précédemment) et de leur délivrer des cartes de réfugié, puis mettront régulièrement à jour les données démographiques. Comme par le passé, l'UNHCR supervisera et appuiera les opérations de recensement et d'actualisation dans les camps. L'Organisation s'assurera également que les intervenants respectent les normes et les principes du rapatriement librement consenti, tels qu'ils ont été définis par la communauté internationale.

Une ONG locale continuera à exécuter des activités de sauvegarde de l'environnement. De plus, le PNUE dispensera, dans le cadre d'un projet entrepris en collaboration avec l'UNHCR, des conseils techniques pour la mise en œuvre de projets environnementaux dans les camps. Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) et le Programme des VNU déploieront, comme par le passé, des spécialistes de la protection et des services communautaires afin de perfectionner les compétences de tous les partenaires.

L'UNHCR offrira une protection adéquate et garantira un niveau de vie minimum aux réfugiés urbains qui n'ont pas de statut juridique en Thaïlande et ne peuvent travailler pour subvenir à leurs besoins, en dispensant une assistance en matière de logement, de vivres, de traitement médical, d'orientation psychosociale, d'éducation et de services essentiels jusqu'à ce que des solutions durables soient mises en place.

## Effet escompté

Le programme de l'UNHCR en Thaïlande continuera à dispenser une protection adéquate et une assistance essentielle à la population des camps et aux personnes qui résident dans des centres urbains. Les systèmes communautaires mis en place devraient protéger efficacement les femmes et les enfants des violences sexuelles et sexistes et des autres formes de violence, comme le recrutement d'enfants-soldats. Bien que la situation au Myanmar n'évolue pas, l'UNHCR poursuivra néanmoins ses préparatifs en vue d'un rapatriement librement consenti. Dès lors que la situation au Myanmar sera propice à un mouvement de rapatriement, l'UNHCR veillera à ce que les retours soient volontaires, sûrs, progressifs et viables.

# Organisation et mise en œuvre

## Structure de gestion

En 2005, le bureau régional de Bangkok sera appuyé par les bureaux extérieurs de Kanchanaburi, Mae Hong Son et Mae Sot. Le programme de l’UNHCR en Thaïlande sera exécuté par 76 personnes (13 administrateurs/fonctionnaires internationaux, 50 collaborateurs nationaux, quatre administrateurs auxiliaires, cinq VNU et quatre consultants et détachés). Le bureau de Bangkok supervise également les opérations au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam.

## Coordination

L’UNHCR participe à un certain nombre de réunions interorganisations et de groupes de travail thématiques, organisés par le Gouvernement, les ONG, le Coordonnateur résident des Nations Unies, l’Équipe des Nations Unies dans le pays et l’Équipe de gestion de la sécurité.

Bureaux
Bangkok
Kanchanaburi
Mae Hong Son
Mae Sot

Partenaires
<b>Organismes gouvernementaux</b> Centre d’opérations pour les personnes déplacées Ministère de l’Intérieur
<b>ONG</b> <i>Catholic Office for Emergency Relief for Refugees</i> Comité international de secours Conseil norvégien pour les réfugiés Handicap International <i>Shanti Volunteer Association</i> <i>ZOA Refugee Care</i>
<b>Autres</b> PNUD PNUE UNICEF

Budget (dollars E.-U.)	
Activités et services	Programme annuel
Protection, suivi et coordination	1 856 225
Abris / autres infrastructures	131 100
Appui opérationnel (aux partenaires)	344 800
Assainissement	55 000
Assistance juridique	1 179 200
Besoins domestiques	475 800
Education	562 000
Santé	108 500
Services communautaires	462 600
Sylviculture	156 200
Transport / logistique	24 800
<b>Total des opérations</b>	<b>5 356 225</b>
Appui au programme	1 405 129
<b>Total</b>	<b>6 761 354</b>

Thaïlande